

17 octobre 1961 - 17 octobre 2015

54 ème Anniversaire - Vérité et Justice

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé par Maurice Papon, préfet de police de Paris. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour-là, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés - notamment par la "force de police auxiliaire" - ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrême des forces de police.

54 ans après, la Vérité est en marche. Cependant, la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, - en particulier la Guerre d'Algérie - non plus que dans le cortège de drames et d'horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'État que constitue le 17 octobre 1961. Le 17 octobre 2012, le Président de la République a certes fait un premier pas important, en déclarant "Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes." Mais le terme de crime n'est pas repris, et la responsabilité, sous entendue, n'est pas clairement définie. Certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des "bienfaits de la colonisation", à célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République, à "honorer" les criminels de l'OAS.

On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations. Après un demi-siècle, il est temps :

- que le Président de la République, au nom de la France, confirme, par un geste symbolique, la reconnaissance et la condamnation de ce crime d'état
- que la Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie vantant les « mérites de la colonisation » soit redéfinie sur des bases totalement différentes.

- que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'internement arbitraire, pendant la Guerre d'Algérie, d'Algériens dans des camps.
- que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'abandon des

harkis, les massacres et l'enfermement dans les camps en France en 1962.

– que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous, historiens et citoyens.

- que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.

Ce n'est qu'à ce prix que pourra disparaître la séquelle la plus grave de la Guerre d'Algérie, à savoir le racisme et l'islamophobie dont sont victimes aujourd'hui nombre de citoyens et citoyennes, ressortissants d'origine maghrébine ou des anciennes colonies, y compris sous la forme de violences policières récurrentes, parfois meurtrières : Ali ZIRI, Brahim Bouaram...

Dès le massacre de Sétif (1945), des militant-e-s anticolonialistes s'opposèrent de manière intransigeante à la politique colonialiste de leur propre gouvernement. Aujourd'hui, au moment où un Front national de plus en plus menaçant, mais aussi une partie de la droite voudraient imposer leur vision colonialiste et raciste, notre devoir de mémoire est de mieux faire connaître cette histoire et de refaire vivre cet internationalisme, en s'opposant aujourd'hui à toutes les guerres impérialistes françaises et en revendiquant le droit de circulation et d'installation en France de toutes celles et tous ceux qui fuient la misère et la guerre créées par la politique meurtrière de notre gouvernement.

A l'occasion de ce 54^e anniversaire, nous exigeons Vérité et Justice.

Le 17 octobre 2013, Strasbourg s'est dotée d'une place du 17 octobre 1961, dédiée à la mémoire des victimes de la répression sanglante. Cette place est la concrétisation de la proposition du Collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici ».

**Rassemblement : Samedi 17 Octobre 2015 à 17h
au Pont du Corbeau Strasbourg, suivi d'une marche vers la
Place du 17 Octobre 1961.**

Signataires: Collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici », ATMF, Attac Strasbourg, CCA, CGT Pôle Emploi Alsace, Ensemble ! 67, IJAN, JEA, La Feuille de chou, Le Président des Amis du peuple kurde en Alsace, MJCF 67, NPA 67, PCF 67, Solidaires Alsace, SUD EDUCATION, UEC Strasbourg, UJFP- Alsace.